

Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR

Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF

Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sabine Corneloup

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Petra HAMMJE — « Mariage pour tous » et droit international privé. Dits et non-dits de la loi du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.....773

Symeon C. SYMEONIDÈS — L'autonomie de la volonté dans les principes de La Haye sur le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux.....807

Dieter MARTINY — Aspects de droit international privé du régime matrimonial optionnel franco-allemand.....843

Horatia MUIR WATT — Après *Kiobel*. L'arrêt *Sexual Minorities Uganda v. Scott Lively*.....861

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Maintien en rétention. — Exécution de la mesure d'éloignement. — Suspension provisoire par la Cour EDH. — Obstacle à la prolongation de la rétention (non). — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 19 décembre 2012, note Karine Parrot, p. 865

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. — Article 6. — Étranger. — Séjour irrégulier. — Garde à vue. — Droit de se taire. — Assistance d'un avocat. — Information préalable. 2°) *Traité international*. — Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. — Obligation de l'Etat adhérent. — Applicabilité absolue des dispositions de la convention. — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 30 janvier 2013 et 13 février 2013 (2 arrêts), note Nicole Guimezanes, p. 871

Carte de séjour. — CESEDA, article L. 313-11, 6°. — Délivrance de plein droit. — Mère d'enfant français. — Reconnaissance de paternité frauduleuse. — Refus. — Conseil d'Etat (2^e et 7^e sous-sect. réunies), 10 juin 2013, note Paul Lagarde, p. 880

III. — CONFLITS DE LOIS.

Loi de police. — Articles 17 et 18 de la directive 86/653/CÉE. — Agent commercial. — Indemnité de fin de contrat. — Choix d'une loi n'assurant pas l'indemnité. — Clause d'élection de for. — Choix des tribunaux d'un Etat tiers. — Inefficacité de la clause. — Cour de justice fédérale (Allemagne), 5 septembre 2012, note Fabienne Jault-Seseke, p. 890

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Jugement étranger. — Exequatur. — Conditions. — Conformité à l'ordre public international. — Ordre public de procédure. — Jugement étranger non motivé. — Décision interprétative rendue après la saisine du juge de l'exequatur. — Document de nature à servir d'équivalent à la motivation défaillante (non). — Ordre public de fond. — Condamnation disproportionnée au regard du préjudice subi. — Principe de la personnalité des peines. — Personnalité juridique distincte des personnes physiques et des personnes morales. — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 7 novembre 2012, note Laurence Usunier, p. 898

Actes de l'état civil. — Enfants nés à l'étranger. — Père français. — Convention de mère porteuse. — Fraude à la loi française. — Nullité d'ordre public. — Actes de naissance dressés à l'étranger. — Transcription sur les registres français. — Refus. — 2°) *Droits fondamentaux*. — Actes de naissance dressés à l'étranger. — Transcription sur les registres français. — Refus. — Gestation pour autrui. — Fraude à la loi française. — Convention de New York du 26 janvier 1990. — Intérêt supérieur de l'enfant. — Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. — Vie familiale normale. — Neutralisation. — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 13 septembre 2013 (2 arrêts), note Petra Hammje, p. 909

V. — UNION EUROPÉENNE.

Transport aérien. — Responsabilité du transporteur. — Préjudice né du retard. — Réparation. — Convention de Varsovie du 12 octobre 1929. — Règlement CE n° 261/2004. — Champs d'application respectifs. — Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 21 novembre 2012, note Jean-Michel Juddé, p. 916

Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000. — Article 6 § 1. — Conditions. — Connexité entre les demandes. — Détournement de for. — Portée. — Contrefaçon. — Concurrence déloyale et parasitaire. — Cour de cassation (Com.), 26 février 2013, note Tristan Azzi, p. 922

Règlement Bruxelles I (CE) n° 44/2001. – Compétences spéciales en matière délictuelle ou quasi délictuelle. – Participation transfrontalière de plusieurs personnes à un même acte illicite. – Possibilité d'établir la compétence territoriale selon le lieu de l'acte commis par un auteur du dommage autre que le défendeur (« *wechselseitige Handlungsortzurechnung* »). – Cour de justice de l'Union européenne, 16 mai 2013, aff. C-228/11, note Jérôme Chacornac, p. 933

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. – Article 49. – Liberté d'établissement. – Groupe de sociétés. – Dette de la filiale. – Solidarité de la société mère. – Société mère ayant son siège dans un autre Etat membre. – Exclusion par la loi nationale applicable. – Loi du siège de la filiale. – Entrave (non). – Cour de justice de l'Union européenne (9^e ch.), 20 juin 2013, aff C-186/12, note Horatia Muir Watt, p. 945

Tables des Sommaires 2012, par Laurence Usunier, p. 954

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Marques. – *Enregistrement.* – *Inscription de licence.* – *Formulaires internationaux types.* – *Traité de Singapour du 27 mars 2006.* – Décret n° 2013-845 du 23 septembre 2013. – note E. Py. – p. 1039

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Droit d'asile. – *Cour nationale.* – *Procédure.* – 1°) Décret n° 2013-751 du 16 août 2013. – 2°) Décret n° 2013-791 du 30 août 2013. – p. 1043

Impôts. – Conseil d'Etat. – Décision n° 359994 du 12 juillet 2013 du Conseil d'Etat statuant au contentieux. – p. 1044

Mariage. – *Couple de même sexe.* – Circulaire du 29 mai 2013 de présentation de la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. – p. 1044

Nationalité française. – *Demandes et déclarations.* – Décret n° 2013-794 du 30 août 2013. – p. 1048

Nationalité française. – *Demandes et déclarations.* – Décret n° 2013-795 du 30 août 2013. – p. 1049

Procédure pénale. – *Délits financiers et fiscaux.* – Décret n° 2013-960 du 25 octobre 2013 portant création d'un Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales. – p. 1050

Trust. – *Obligation déclarative.* – Décret n° 2013-949 du 23 octobre 2013. – p. 1051

III. — Union européenne.

IV. — Informations diverses.

Contrats. – *Loi applicable.* – *Choix de loi par les parties.* – *Projet de Principes de La Haye sur le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux.* – p. 1052

Mariage. – *Personnes de même sexe.* – *Engagements internationaux de la France.* – Réponse du ministre, p. 1054.

Mariage. – *Personnes de même sexe.* – *Célébration dans les postes consulaires.* – Réponse du ministre, p. 1056

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** – HAUSMANN (Rainer), *Internationales und Europäisches Ehescheidungsrecht* (Sabine Corneloup), p. 1057. – LAGARDE (Paul) (dir.), *La reconnaissance des situations en droit international privé* (Fabienne Jault-Seseke), p. 1058. – LEIBLE (Stefan), UNBERATH (Hannes), *Brauchen wir eine Rom 0-Verordnung? Überlegungen zu einem Allgemeinen Teil des europäischen IPR* (Sabine Corneloup), p. 1062

III. — **Index bibliographique**, avec le concours des professeurs Ballarino, Carlier, Fernandez Rozas, Othenin-Girard, Rogerson, Symeonidès et de Mmes Lioger et de Gourcy, p. 1065

Tables annuelles 2013, p. 1147